

Geneviève Fioraso, recalée !

04 avril 2014 | Par [Les invités de Mediapart](#) - Mediapart.fr

Le **groupe Jean-Pierre Vernant**, qui réunit 59 universitaires « proches de la gauche de gouvernement », demande à Benoît Hamon, nouveau ministre de l'éducation, mais aussi de l'enseignement supérieur et de la recherche, de ne pas reconduire dans ses fonctions l'ancienne ministre du gouvernement Ayrault.

Monsieur le ministre,

Nous sommes nombreux à nous réjouir de votre nomination au ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et nous vous en félicitons sincèrement.

Une telle annonce ne peut que satisfaire les universitaires de gauche que nous sommes. Que nous soyons proches de l'aile progressiste du PS ou du mouvement écologiste, nous serions heureux de pouvoir espérer de nouveau – si, toutefois la confiance pouvait renaître. Car aujourd'hui ni la politique menée ni les méthodes employées par la ministre Geneviève Fioraso ne nous conviennent.

Des années durant, nous nous sommes battus contre les décisions de la ministre Valérie Pécresse pour dénoncer les méfaits de la politique menée par la droite et le gouvernement du président Nicolas Sarkozy, convaincus qu'à terme elle conduisait l'enseignement supérieur et la recherche dans l'impasse. L'alternance nous a fait espérer le changement de politique promis. Il n'en a rien été. Aucune des recommandations formulées aux Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche n'a été prise sérieusement en considération, le ministère se contentant d'effets d'annonce, comme l'avait fait Valérie Pécresse en son temps.

La plupart de nos collègues pensent que la politique menée depuis 2012 est identique à la précédente, à quelques variations cosmétiques près. Cette idée fait son chemin d'autant plus facilement que la vie courante des amphithéâtres et des laboratoires n'a pas changé. Et si elle a changé, c'est pour empirer. Le nombre d'universités qui rencontrent des difficultés budgétaires n'a jamais été si grand et le nombre de postes offerts au concours de recrutement des organismes de recherche ou des universités, si faible.

Ce sentiment a de plus été renforcé par les pratiques de la ministre elle-même et de son administration qui ont fait preuve d'un très fort autoritarisme. Dans le cadre par exemple des discussions relatives aux regroupements d'établissements universitaires prévus par la loi, la ministre est allée jusqu'à remettre en cause auprès des universitaires les amendements à la loi ESR du 22 juillet 2013 votés par la représentation nationale, à tel point que plusieurs questions écrites (1) lui ont été posées par des députés de gauche comme de droite, autant ulcérés que nous par ces méthodes indignes d'un représentant de l'Etat.

Tout ceci disqualifie à notre sens la reconduction de Geneviève Fioraso au poste de secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et la recherche tout comme se pose la question de celle de la directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

Nous attendons tous un signe fort qui pourrait redonner aux universitaires le sentiment qu'ils sont enfin entendus et faire renaître la confiance indispensable au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un contexte, certes, difficile.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, en nos sentiments les plus respectueux.

(1) [Question de Barbara Pompili](#), [Question d'Isabelle Attard](#) (n° 52666), [Question d'Isabelle Attard](#) (n° 52667), [Question de Patrick Hetzel](#).